

[Étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts]

Edition 2023

SYNTHÈSE

“LES IMPACTS DU SERVICE CIVIQUE SUR LA PARTICIPATION DÉMOCRATIQUE DES JEUNES”

Enquête réalisée par Unis-Cité avec la contribution de Jean-François Serres, co-rapporteur de l'étude de 2017 du CESE sur le Service Civique, avec le soutien d'un comité éditorial composé de personnalités diverses de la société civile et de la haute fonction publique

UnisCité


RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

 SERVICE
CIVIQUE
Une mission pour chacun
au service de tous

Le Service Civique a été créé en 2010 pour donner une suite, civile et volontaire, au service national français suspendu en 1996, en s'appuyant sur les expériences réussies du monde associatif, notamment Unis-Cité dont l'expérience depuis 1995 a inspiré le lancement du dispositif. Il permet aux jeunes de 16 à 25 ans (jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap), de consacrer 6 à 12 mois de leur vie, à raison d'au moins 24 heures par semaine, à une mission d'intérêt général dans une structure publique ou privée à but non lucratif, en étant indemnisés et encadrés, et en bénéficiant d'une formation civique et citoyenne et d'un accompagnement dans leur réflexion sur leur projet d'avenir. Le Service Civique cherche à mobiliser les jeunes dans leurs diversités face aux défis sociaux et environnementaux de notre temps, et à donner à chacun l'opportunité de gagner en expérience et maturité tout en vivant une expérience "hors du commun" d'utilité sociale et de mixité. Depuis 2010, le Service Civique a pris une place importante dans la vie des associations, à l'origine du dispositif et principales organisations d'accueil, mais également dans les services publics où les jeunes engagés apportent leur temps, leur force d'action et un regard neuf souvent précieux. Ces missions de Service Civique permettent à des jeunes de toutes origines et parcours de participer aux services publics comme à l'action publique portée par les associations et dessinent un vaste projet de retissage du lien social et de la cohésion nationale.

Convaincue que le Service Civique devrait faire partie du parcours éducatif et de vie de tous les jeunes, Unis-Cité a décidé en 2022 de publier régulièrement, dans l'idéal chaque année, une étude annuelle pour observer les impacts du Service Civique et faire des recommandations d'amélioration, sous la direction d'un comité éditorial composé de personnalités de la société civile (syndicalistes, dirigeants d'associations, d'organisations de jeunesse, haut-fonctionnaires, élus locaux), elles aussi convaincues par la pertinence et l'utilité sociale du Service Civique et attentifs à en faire une expérience de qualité pour tous les jeunes.

Cette année, le comité éditorial de l'étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts a décidé de se pencher sur la question de l'impact du Service Civique sur la participation citoyenne et démocratique des jeunes, au regard de l'enjeu essentiel pour le pays que constitue l'adhésion des jeunes à la démocratie.

Comité éditorial et équipe de rédaction

Directrice de la publication : **Marie Trellu-Kane**

Comité éditorial : **Diarra Badiane (Evry-Courcouronnes), Maé Bouteille (FAGE), Samuel Béguin et William Feys (FFJ),**

Sarah Bilot (Le Mouvement associatif / Animafac), Henri Cabanel (sénateur), Michel Doneddu (CGT), Lydie Nicol (CFDT),

Alain Régnier (Dair), Eric Sapin (CCSC-Volontariats) et Eléonore Tranchant (Ligue de l'Enseignement)

Rédacteurs : **Jean-François Serres, Chloé Vantorre**

Enquêteurs : **Chloé Vantorre, Anissa Osmani, Samuel Béguin**

Avec la participation de François Legrand et Olivier Galland

Préambule

La participation citoyenne des jeunes est cruciale pour l'avenir de la démocratie. Bien que les jeunes s'engagent diversement à travers notamment le bénévolat ou la signature de pétitions, ils semblent moins impliqués dans la vie démocratique traditionnelle, les partis politiques, avec un taux d'abstention élevé aux élections. L'expérience du Service Civique semble être une opportunité de favoriser l'engagement citoyen des jeunes. La présente enquête propose de valider cette hypothèse par le biais d'un sondage quantitatif et d'entretiens qualitatifs avec un panel représentatif de jeunes, en mettant l'accent sur les jeunes des quartiers populaires (quartiers prioritaires de la politique de la ville) et les jeunes peu ou pas diplômés. Si le Service Civique est confirmé comme un outil efficace à la réappropriation républicaine des jeunes, en plus d'être un outil efficace d'insertion socio-professionnelle, sa généralisation, maintes fois demandée par la société civile, pourra être considérée comme non seulement souhaitable, mais nécessaire.

Ce document est la synthèse des résultats d'un sondage mené par l'IFOP auprès de plus de 1 500 jeunes de profils socio-éducatifs différents, des entretiens qualitatifs menés auprès de plus de quarante jeunes en Service Civique auprès de diverses structures et leurs tuteurs, et des recommandations formulées par le comité éditorial de l'étude annuelle sur la base des leçons tirées de l'enquête.

Nous remercions Jean-François Serres, plume de ce rapport, Chloé Vantorre, enquêtrice et coordinatrice de l'enquête, Olivier Galland pour ses conseils et sa contribution, de même que les équipes de l'INJEP et de l'Agence du Service Civique.

Que savons-nous du rapport des jeunes à la démocratie ?

Les études¹ sur l'engagement politique des jeunes révèlent que contrairement à une idée reçue, ce ne sont pas les jeunes, mais les plus de 60 ans qui se démarquent le plus dans leur relation à la politique traditionnelle. Les 18-29 ans présentent des similitudes avec les générations actives, notamment une méfiance envers les partis politiques (environ 10 % de confiance), des opinions partagées sur le fonctionnement de la démocratie (35 % de satisfaction), un intérêt et une information politiques élevés (64 % s'informent et 34 % s'intéressent).

Les différentes études montrent que ce sont les plus âgés qui ont une influence politique prédominante et non les plus jeunes, et que les citoyens peuvent être impliqués dans les affaires locales, sociales, ou internationales sans nécessairement participer à la scène politique traditionnelle.

Une relation critique à la démocratie

Les jeunes se distinguent des générations précédentes en exprimant des aspirations démocratiques plus horizontales, moins liées aux partis politiques. La jeune génération développe une vision critique de la démocratie. Intransigeante envers les incivilités et la corruption en

col blanc, elle exige que la démocratie garantisse le respect des libertés individuelles, la différence, ainsi que l'ordre dans les relations interpersonnelles et l'espace public.

Précarisation et demande d'Etat solidaire

La précarité des jeunes s'est accélérée depuis les années 70 et les crises successives jusqu'à la crise sanitaire de 2020 ont accentué les difficultés rencontrées par les jeunes les moins pourvus, notamment ceux sortis du système éducatif, disposant de peu de soutien financier (de la part des parents et/ou des pouvoirs publics).

Le décrochage à la participation démocratique particulièrement inquiétant chez des jeunes les plus précaires est donc nourri d'une forte attente déçue d'une société inclusive et d'un Etat efficace et solidaire.

¹ Cette analyse consolide notamment les données tirées de l'enquête Nouvelle Vague 2021 de l'IFOP, les analyses de Vincent Tiberj et Laurent Lardeux dans "Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie" (Paris, La Documentation française, INJEP, 2021), ou encore celles de Olivier Galland et Marc Lazar dans "Une jeunesse plurielle : Enquête auprès des 18-24 ans" (Institut Montaigne, Paris, février 2022).

Un décrochage incontestable dans le rapport au vote

Le décrochage significatif des jeunes par rapport au vote est marqué par le faible pourcentage (un quart) déclarant voter systématiquement, en comparaison aux générations précédentes. Le retour aux urnes de la jeune génération est crucial pour éviter un écart croissant entre leurs aspirations et l'offre politique.

Les inégalités sociales au sein de la jeunesse accentuent la problématique, les votants systématiques étant souvent les plus riches, urbains ou diplômés. Bien que la déconnexion au vote soit répandue parmi les jeunes de manière générale, l'évolution de la participation démocratique des jeunes issus de milieux moins favorisés nécessite une attention particulière.

Une participation citoyenne plus directe, horizontale et ponctuelle

Les modes de participation à la démocratie évoluent, les jeunes générations ayant intégré les pétitions, manifestations, boycotts ou grèves illégales comme des moyens légitimes d'expression. La citoyenneté des nouvelles générations se manifeste par des formes d'engagement plus directes, locales, et virtuelles via les réseaux sociaux, évitant la médiation politique traditionnelle.

Face à cette question, une diversité de jeunes

La compétence politique est au carrefour des inégalités sociales : du côté des "compétents", on trouve plus souvent les diplômés, les cadres et professions intellectuelles ; et du côté des "peu compétents" plutôt les peu diplômés et les catégories populaires. La typologie proposée par V. Tiberj et L. Lardeux, distinguant les citoyens "sophistiqués" (plutôt diplômés et intéressés par la politique), les "ordinaires" (peu diplômés et peu intéressés), les "autodidactes" (peu diplômés mais intéressés), et les "distants" (diplômés mais peu intéressés), montre une évolution marquante : la transition des citoyens sophistiqués vers les citoyens distants, non par incompetence, mais par désenchantement. Deuxième phénomène : la forte diminution des autodidactes, surtout chez les moins de 45 ans, accentuant les inégalités sociales face à la politique, particulièrement préoccupante dans la jeune génération.

Entre jeunes diplômés et non diplômés : l'apparente scission

L'étude de l'institut Montaigne² identifie ainsi deux groupes de jeunes :
- Le premier joue sur tous les registres de l'action et de l'engagement politique qu'ils soient ou non conventionnels.
- Le second s'éloigne de toutes les formes d'engagement ou de participation politique.

L'étude montre que l'effet du niveau de diplôme est très fort : la moitié des jeunes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat considère que le vote est inutile. Sur ce plan, il semble bien y avoir une scission à l'intérieur de la jeunesse. Tous partagent un regard très critique sur le fonctionnement du monde politique et de la démocratie, mais les moins diplômés associent beaucoup plus souvent à ce regard critique, un désengagement assez radical à l'égard de la participation politique.

L'absence apparente de proximité partisane

Le clivage identitaire gauche/droite semble ne plus fonctionner, mais pas particulièrement pour la jeune génération : 49 % des individus nés en 1991 ou après et 48 % des membres de la cohorte 1981-1990 ne se placent ni à gauche ni à droite³.

La distance par rapport aux partis ne découle pas d'une perte de valeurs, mais plutôt d'un éloignement de l'offre politique : les apatrisans représentent un groupe important, avec 42 % des répondants nés après 1981 ne trouvant aucun parti à leur convenance.

En conclusion, selon un avis du CESE de 2022, il existe un effet générationnel mettant notre démocratie à un tournant. La faible participation des jeunes risque de persister au-delà de leur jeunesse, soulevant des questions sur le fonctionnement de notre démocratie représentative.

L'objectif de la présente étude annuelle est de déterminer si le Service Civique contribue à renforcer les connaissances, le sentiment de légitimité et l'appétence des jeunes pour la politique et l'implication dans la vie démocratique et citoyenne et de regarder si l'impact du Service Civique est uniforme pour tous les jeunes ou s'il est particulièrement prononcé chez certains groupes, notamment les jeunes de milieux populaires ou les jeunes peu qualifiés, qui sont parmi les moins intéressés et engagés dans la vie politique et démocratique.

Analyse du sondage

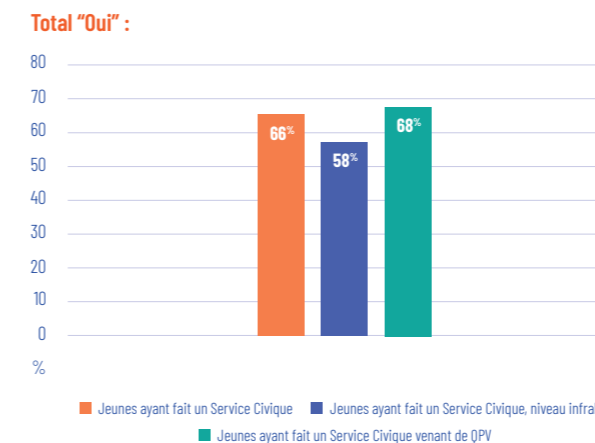
Un sondage de vaste ampleur a été mené par l'IFOP pour le compte d'Unis-Cité et du comité éditorial de l'étude, du 12 juillet au 16 août 2023 auprès d'un échantillon de 1729 jeunes ayant réalisé un Service Civique depuis au moins 6 mois, auprès de diverses structures (Unis-Cité, Ligue de l'Enseignement, Ville d'Evry-Courcouronnes etc.). Les questions du sondage ont porté sur l'état d'esprit des jeunes, leur compréhension des institutions et de la vie politique, leur opinion sur le vote, et la teneur de leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale.

Après un Service Civique, les jeunes sont plus optimistes face à l'avenir : 69 % des jeunes interrogés se disent optimistes pour l'avenir (75 % des jeunes infra-bac et 74 % des jeunes de QPV⁴ alors que l'enquête "Fractures Françaises" montrait récemment que 50 % seulement des 18-35 ans étaient optimistes pour leur avenir.

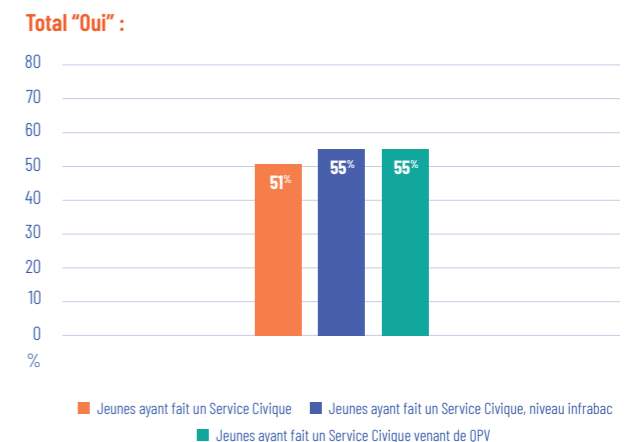
Après le Service Civique, 51 % des jeunes disent **mieux comprendre la vie politique française** - ce taux monte même à 55 % pour les jeunes infra-bac / de quartiers populaires. 66 % disent avoir **davantage d'intérêt pour les sujets de société (68 % pour les jeunes de QPV)**.



"Depuis votre Service Civique, vous intéressez-vous davantage à des questions de société ?"



"Avez-vous l'impression de mieux comprendre la vie politique française par rapport au début de votre Service Civique ?"



1 jeune / 2
comprend mieux la vie politique depuis son Service Civique

² Olivier Galland et Marc Lazar, "Une jeunesse plurielle : Enquête auprès des 18-24 ans" (Institut Montaigne, Paris, février 2022).

³ Vincent Tiberj, Laurent Lardeux (dir.), "Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie, 2021"

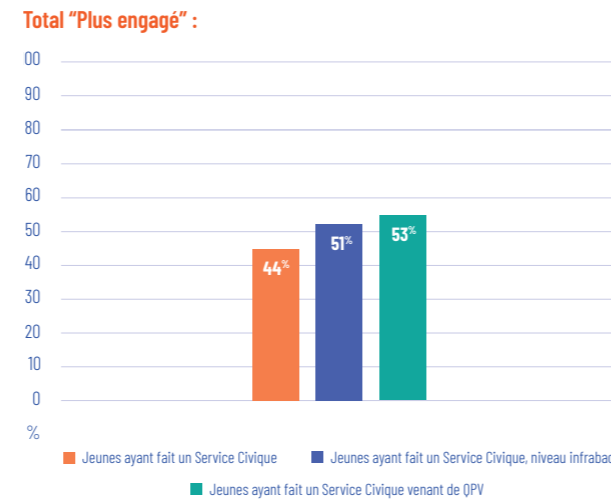
⁴ Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

⁵ Voir les questions du sondage en annexes

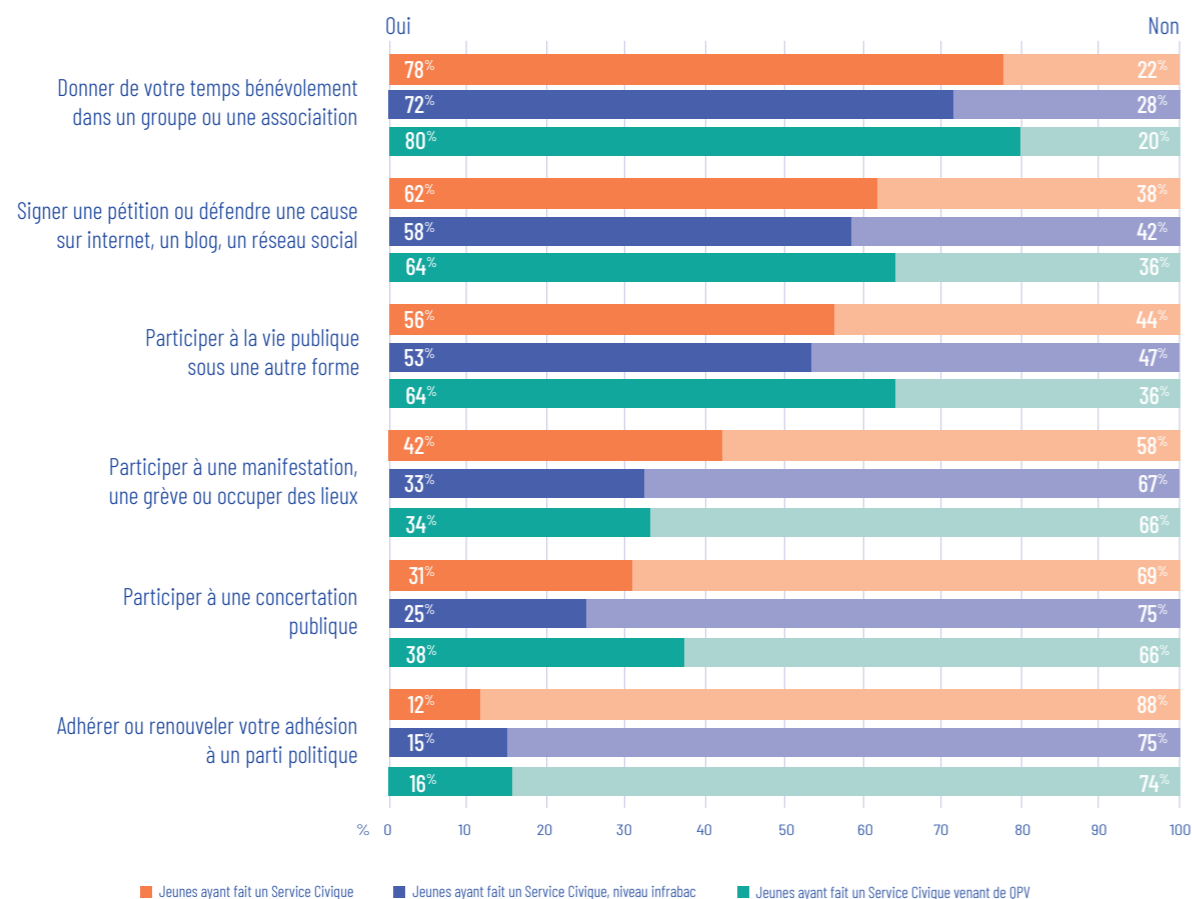
Le Service Civique est un facteur déclenchant de l'engagement :
51 % des jeunes non diplômés disent être plus engagés après le Service Civique et c'est 53 % des jeunes de quartiers prioritaires.



“Depuis votre Service Civique, diriez-vous que vous êtes plus, moins ou ni plus ni moins engagé en tant que citoyen ?”



Depuis le Service Civique, souhaitez-vous accorder plus de temps à l'une de ces actions ?



Le Service Civique éveille l'intérêt des jeunes pour la Politique / la chose publique : Les jeunes qui ont fait un Service Civique s'intéressent bien plus à la politique que la majorité des jeunes (47 % contre 36 %). Certains parce qu'ils s'y intéressaient avant (généralement les moins diplômés), d'autres car le Service Civique leur a ouvert un horizon nouveau.

91 % des jeunes qui ont fait un Service Civique pensent qu'il est important de voter en démocratie et ils sont 20 % à dire que c'est grâce au Service Civique qu'ils se sont forgés cette opinion, et nettement plus pour les jeunes infra-bac (31 %) et les jeunes de QPV (30 %).

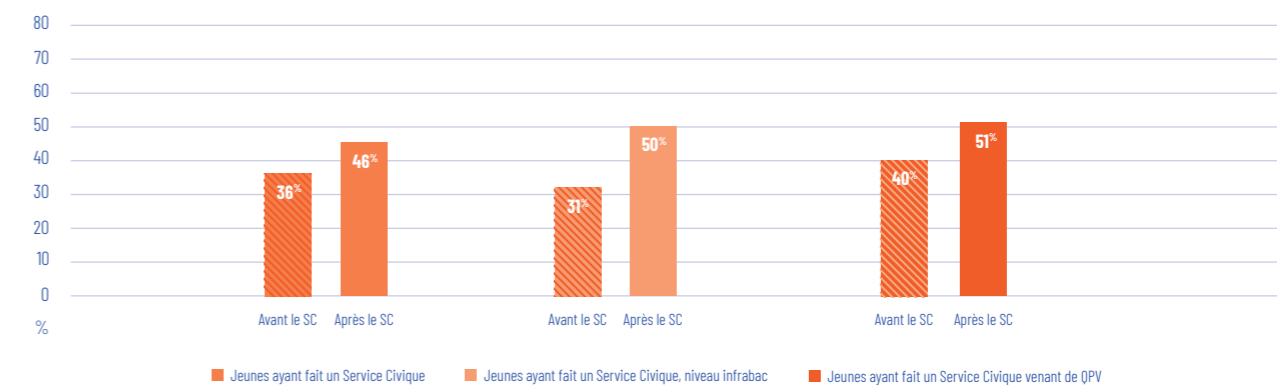
D'ailleurs les jeunes qui ont fait un Service Civique disent beaucoup plus que les jeunes qui ne se sont pas engagés en Service Civique leur certitude d'aller voter à la prochaine élection (47 % contre 34 %).

79 % des jeunes de QPV se sentent fiers d'être français après avoir fait un Service Civique contre 64 % avant.

Le sentiment d'appartenance à la communauté française est aussi beaucoup plus fort après le Service Civique, **et c'est particulièrement vrai pour les jeunes non diplômés et les jeunes des quartiers** : +19 points entre avant et après pour les jeunes infrabacs et +11 points pour les jeunes de QPV.

“Avant votre Service Civique, votre lien d'appartenance à la communauté nationale, était-il très fort, assez fort, assez faible, très faible ?”

Résultat sur l'item “fort” :



Analyse des entretiens qualitatifs

Pour compléter le sondage apportant des données quantitatives importantes, 42 entretiens dans 11 structures différentes (publiques, privées, de tailles variables) pour évaluer l'impact du Service Civique sur l'engagement politique et la participation démocratique des jeunes. Les entretiens ont été menés notamment auprès de jeunes infra-bacs et/ou résidant en quartiers populaires et de tuteurs ayant une expérience de 5 à 10 ans. Les questions portaient sur l'évolution des connaissances et le sentiment de légitimité à s'exprimer et à agir des jeunes, ainsi que leur appétence à la participation à la vie démocratique et citoyenne. La partie conclusive de l'entretien était destinée à recueillir l'avis global et les recommandations des jeunes et des tuteurs sur le Service Civique.

La majorité des jeunes, et notamment les jeunes “éloignés”⁵, considèrent qu'il y a un fossé, voire aucun rapport, entre d'un côté les citoyens qui s'engagent (et font ce qu'ils peuvent), et de l'autre “la politique” (éloignée, indifférente et qui ne change rien à leurs vies). Mais au travers de ce qu'ils disent, on perçoit combien le Service Civique leur fait toucher du doigt ce continuum entre engagement citoyen, personnel ou associatif, et engagement politique dans le jeu démocratique. En les confrontant aux réalités sociales et aux acteurs, dans leur diversité, le Service Civique a été pour eux une véritable expérience de vie, une expérience pratique qui a éveillé leur conscience, forgé leur caractère et les a amenés éprouver leurs convictions propres ou à oser s'en faire.

⁵ Les jeunes peu ou pas diplômés et/ou les jeunes issus de quartiers identifiés par la politique de la ville

Les jeunes sortent du Service Civique avec une idée de ce qu'être citoyen veut dire : tout en respectant droits et devoirs, **le citoyen incarne principalement pour eux, et surtout pour les jeunes "éloignés", la fraternité en actes** (aider son prochain, ne pas penser qu'à soi) : **ils sortent de leur Service Civique avec l'envie de s'engager comme citoyen**. Mais leur rejet des partis politiques et du jeu électoral subsiste.

Ils accordent pourtant et de manière unanime **beaucoup d'importance au vote**. Le Service Civique leur a fait prendre conscience de questions sociales ou de société qu'ils prendront en compte s'ils votent et leur a donné le **goût de mieux s'informer** sur les candidats et leurs programmes de manière à voter en connaissance de cause. Ils disent qu'ils voteront pour l'élection présidentielle mais aussi pour les élections municipales, départementales et régionales, surtout lorsque leur mission s'est déroulée au sein d'une collectivité locale et qu'ils ont eu des **contacts avec des élus**.

Le Service Civique apparaît utile à tous les jeunes, parce qu'il leur offre un espace de réflexivité dont ils ont besoin pour mûrir leur projet d'avenir, une césure, permettant de prendre du recul et de se sentir acteur de la société, un rite de passage à l'âge adulte. **Il est vital pour les jeunes "éloignés"** : il est pour eux un parcours de passage substitutif, ouvert sans préalable, qui leur permet de se dégager de leur situation héritée, d'acquiescer l'assurance de leur valeur propre et de leur légitimité à constituer leur opinion, à la partager et la défendre. **Il leur permet, souvent pour la première fois, de se considérer et de se positionner comme citoyen**.

La grande majorité des jeunes considère avoir **acquis des connaissances politiques au cours de leur Service Civique (sur une échelle de 1 à 10, ils disent gagner entre 2 et 5 points)**. Ils témoignent d'une **évolution de leur intérêt pour la chose politique** et surtout pour des sujets de société mais ils attribuent cet intérêt renforcé d'abord au développement de leur maturité propre, principalement nourrie par les **relations informelles** avec leurs entourages, les personnes en lesquelles ils ont confiance et surtout **avec les autres jeunes** avec lesquels ils ont vécu leur engagement de Service Civique.

C'est en effet dans la pratique des **relations de réciprocité, de considération et d'attention avec les personnes auprès desquelles ils sont missionnés mais aussi avec leurs pairs**, jeunes engagés comme eux et issus d'horizons divers, que les jeunes disent avoir **le plus gagné en confiance, en connaissance et en ouverture**. C'est grâce à elles qu'ils ont acquis les **capacités et la légitimité de se forger une opinion**. Ils ont vécu des relations d'attachement qui les ont changés, leur ont fait **prendre conscience des réalités vécues ou de la force des préjugés** et ont nourri leur motivation à s'engager comme citoyen pour changer les choses.

Les **tuteurs, les professionnels, bénévoles ou élus expérimentés**, veillent au cadre leur permettant notamment de s'informer de manière fiable et sont pour certains jeunes **des exemples qui vont les inspirer** voire les réconcilier avec l'engagement citoyen, associatif ou politique.

L'impact du Service Civique sur leur engagement politique et leur participation démocratique est plus évident pour les jeunes lorsque leur **mission a consisté à sensibiliser un public sur des questions politiques ou de société**, lorsqu'ils ont été **amenés à organiser des formes de participation citoyenne ou** lorsque leur mission s'est déroulée **au sein de collectivités territoriales** et qu'ils ont eu l'occasion de **rencontrer des élus**. Mais, quelles que soient leurs missions, c'est principalement l'impact et le **sentiment d'utilité** dont ils témoignent lorsqu'ils constatent que leur mission change la vie des gens, qui fait grandir les jeunes politiquement et **leur donne l'envie de s'engager**.

L'impact de la formation est moins cité, parce que la formation n'aborde pas ou peu les sujets politiques. Mais lorsque la formation aborde ces sujets, les jeunes en font état et disent en bénéficier surtout lorsque leur **implication active** y est sollicitée (jeux de rôle, animation en ateliers, recherches sur un thème, etc.) et/ou lorsque les **journées de formation leur permettent de rencontrer d'autres jeunes** en Service Civique, des personnalités ou des associations qui témoignent de leurs engagements.

Enfin, **l'engagement de Service Civique, intensif et reconnu, donne aux jeunes une légitimité à priori qui les valorise et les invite à incarner** les valeurs de solidarité et de service propres au Service Civique. Il leur assure, sans préalable, une place au sein d'un organisme d'accueil et d'une équipe d'autres jeunes et de professionnels ou bénévoles expérimentés qui, pour beaucoup, et **notamment pour les jeunes les plus éloignés, leur donne souvent pour la première fois le sentiment d'être citoyen**. Les tenues ou signes distinctifs ainsi que les cérémonies d'accueil ou de clôture, notamment lorsqu'elles sont présidées par un élu de la République ou un représentant de l'Etat, en institutionnalisant le Service Civique au même titre que d'autres statuts sociaux, consolide le sentiment de fierté et le sentiment d'avoir une place dans la société, une place de citoyen.

Les jeunes reconnaissent tous que le **Service Civique, notamment par sa durée, la sécurité d'une indemnité** (qui pourrait être revalorisée) **et l'accès à des droits**, leur a permis d'expérimenter des engagements qui les ont marqués, parfois changés, et leur ont **donné le goût et l'envie de s'engager dans leur vie de citoyen à venir**. Mais tous disent qu'il leur faudra, à la sortie de leur Service Civique, acquiescer d'abord leur place et leur stabilité dans la société, avant d'avoir les capacités et le temps de concrétiser ce désir d'engagement.

Recommandations pour réconcilier les jeunes et la démocratie

Fort des leçons tirées du sondage et de l'enquête qualitative, le comité éditorial de l'étude annuelle sur le Service Civique et ses impacts formule ci-après une série de recommandations destinée à renforcer l'impact que le Service Civique pourrait avoir sur la participation démocratique et citoyenne des jeunes, notamment des jeunes de milieux populaires et des jeunes peu ou pas qualifiés, généralement plus éloignés des pratiques d'engagement. Elles prennent en compte les préconisations formulées par les jeunes comme par les tuteurs.

1. Généraliser le Service Civique et en favoriser l'accès aux jeunes les plus éloignés

Le Service Civique opère une transformation profonde sur la conscience citoyenne des jeunes, et c'est particulièrement vrai pour les jeunes les plus "éloignés" (sans diplôme ou qualification, jeunes de quartiers populaires) – pourtant, le dispositif est trop peu connu des jeunes en général, et encore moins de ces jeunes-là.

Recommandation 1 :

Adresser personnellement et nominativement à chaque jeune, au moment du recensement à 16 ans, une plaquette d'information sur le Service Civique, leur expliquant l'intérêt de cette césure citoyenne et leur formulant des conseils pratiques.

Recommandation 2 :

Rendre obligatoire l'information et la promotion du Service Civique au cours du cursus scolaire et universitaire (en particulier en 3ème, terminale, et en fin de L2) ainsi que dans les centres d'information et d'orientation des jeunes et dans le Service public de l'emploi (missions locales et pôle emploi/ France Travail). Prévoir le témoignage de jeunes engagés ou anciens engagés en Service Civique pour ce faire.

Recommandation 3 :

Orienter systématiquement vers le Service Civique les jeunes décrocheurs dès 16 ans, et proposer le service civique à tous les jeunes déscolarisés et sans emploi

Recommandation 4 :

Tripler le nombre de jeunes de quartiers populaires engagés en Service Civique chaque année, et mettre en place les dispositifs d'information et d'accompagnement adaptés pour y parvenir (fondés sur le "aller vers").

Recommandation 5 :

Afin de ne pas faire du montant de l'indemnité un frein à l'engagement de Service Civique et l'adapter à l'évolution du coût de la vie : faire passer l'indemnité de Service Civique de 600 à 700€ par mois pour tous (prise en charge Etat augmentée de 100€/mois), réhausser l'indemnité complémentaire financée par l'Etat à hauteur de 200€ et en faire bénéficier davantage de jeunes.

2. Renforcer les relations entre les jeunes pendant et après leur Service Civique

La dimension collective et la mixité sont particulièrement marquants pour les jeunes qui vivent ensemble cette étape unique de leur vie, longue, intense et donc transformatrice : ces moments collectifs doivent être renforcés.

Recommandation 6 :

Promouvoir fortement les missions en équipe de jeunes (en binôme à minima) et faire en sorte que les missions individuelles deviennent l'exception dans la mesure du possible.

Recommandation 7 :

Promouvoir la rencontre entre jeunes de différents profils, milieux, niveaux d'étude, via des missions collectives et/ou via des rassemblements de jeunes, par exemple dans le cadre des Formations Civiques et Citoyennes.

Recommandation 8 :

Promouvoir pendant et après le Service Civique un esprit de communauté entre les jeunes engagés du Service Civique, avec une co-animation par l'Agence du Service Civique et les structures d'accueil.

3. Renforcer la Formation Civique et Citoyenne et inviter les jeunes à poursuivre leur engagement au-delà du Service Civique

Le Service Civique est une étape structurante pour les jeunes qui s'y engagent, ils se sentent utiles à la communauté nationale, ont envie de continuer à s'engager après et sont, pendant leur Service Civique, particulièrement sensibles aux moments de formation et de discussion sur les questions de citoyenneté, notamment lorsqu'elles sont faites avec des méthodes de pédagogie active.

Recommandation 9 :

Prévoir l'équivalent d'une journée de "Formation Civique et Citoyenne" (FCC) par mois d'engagement pendant le Service Civique, et en faire un continuum de l'Éducation morale et civique dispensée pendant le parcours scolaire.

Recommandation 10 :

Organiser des simulations de débat et de vote démocratiques dans le cadre de la formation civique et citoyenne (simulations d'assemblée municipale, départementale, ou régionale par exemple).

Recommandation 11 :

Créer et diffuser aux jeunes un "Guide : Service Civique - et après ?" accessible sur le site de l'Agence du Service Civique et remis par les structures d'accueil, contenant des encouragements, des conseils et des pistes pour rester engagé tout au long de sa vie.



4. Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et les élus

La conscience politique des jeunes est particulièrement marquée par le lien avec les élus. Le Service Civique est un moment tout à fait propice à ce lien, trop rare dans les parcours des jeunes.

Recommandation 12 :

Systématiser l'organisation de rencontres entre les jeunes en Service Civique et les élus du territoire (député.e, sénateur.trice, élu.e avec mandat local), dans le cadre des formations civiques et citoyennes, et/ou de la préparation des jeunes à leur mission (présentation des acteurs et politiques locales en lien avec la mission).

Recommandation 13 :

Inviter les jeunes à assister voire à participer aux instances démocratiques locales (conseils municipaux, départementaux, régionaux) et associatives (conseil d'administration). Faire participer les jeunes en Service Civique au dialogue structuré sur le territoire lorsqu'il y en a.

Recommandation n°14 :

Institutionnaliser les cérémonies de remise officielle de certificat en fin de Service Civique, organisées par les représentants locaux de l'Etat en lien avec les élus du territoire (mandats locaux et nationaux, députés et maires en particulier).

5. Renforcer les relations entre les jeunes en Service Civique et le public / les citoyens sur le territoire

Le Service Civique est un projet de société destiné à renforcer la cohésion nationale. Plus les jeunes se sentent utiles à l'intérêt général, concrètement, sur le terrain, plus ils développent leur sentiment d'appartenance à la Nation.

Recommandation 15 :

Veiller à ce que la mission des jeunes prévoie un lien direct avec les bénéficiaires de la mission et plus généralement avec la population.

Recommandation 16 :

Prévoir qu'au cours de leur Service Civique les jeunes puissent être mobilisés ponctuellement par des associations de lutte contre l'exclusion et de services publics du territoire pour leur prêter main-forte notamment en cas de crise ou de catastrophe naturelle.

Le point de vue de François Legrand,

Directeur d'études à l'IFOP

"Optimistes, satisfaits de leur place dans la société..."

Les jeunes ayant effectué un Service Civique sont aussi beaucoup plus intéressés par la politique et enclins à se rendre aux urnes que l'ensemble des 18-30 ans. L'étude ne permet pas d'affirmer avec certitude que cet écart s'explique par la participation au dispositif mais il est probable que le Service Civique contribue au moins en partie à favoriser la participation politique et citoyenne. C'est d'autant plus vrai, pour les jeunes plus éloignés de la vie politique et sociale. Ainsi, l'analyse des données de l'étude montre un effet majoré du Service Civique sur les jeunes peu diplômés ou habitant dans des quartiers prioritaires de la ville tant en ce qui concerne l'engagement citoyen que pour le sentiment d'appartenance à la communauté nationale. Si le Service Civique ne saurait donc constituer une réponse unique aux difficultés d'une partie de la jeunesse française, les données de cette enquête montrent qu'il apparaît comme une expérience formatrice pour une partie des jeunes, notamment les moins diplômés.

Le point de vue d'Olivier Galland,

Sociologue, directeur de recherche au CNRS

"Cette étape de remobilisation citoyenne est essentielle..."

Cette étude valide beaucoup de facteurs positifs du service civique sur l'engagement et la participation citoyenne. Ce surcroît d'engagement s'oriente plus vers des actions de bénévolat que vers un engagement politique direct. Les jeunes, en général, restent très défiant à l'égard des institutions politiques, du système politique institutionnel. Mais cette étape de remobilisation citoyenne est essentielle. L'étude montre d'ailleurs qu'elle a un effet positif sur les intentions de voter. Ces résultats sont d'autant plus notables qu'ils concernent tout particulièrement les jeunes de niveau d'étude infrabac et résidant en QPV, c'est-à-dire les jeunes (comme nous l'avions montré avec Marc Lazar dans l'enquête réalisée pour l'Institut Montaigne) les plus éloignés de l'engagement ou même de l'intérêt pour les questions sociétales. Même si les motivations de départ de ces jeunes pour participer à un service civique peuvent être principalement matérielles, l'expérience elle-même génère des effets positifs. Les entretiens qualitatifs qui accompagnent le sondage le montrent bien. La participation à ces actions renforce l'estime de soi, la confiance et l'ouverture aux autres, ce qui constitue un préalable pour s'extraire de ses seuls problèmes personnels et porter le regard sur la société, ou plus modestement sur son environnement immédiat. Se sentir reconnu et intégré contribue à cette ouverture sur le monde. Les entretiens soulignent également l'importance des rencontres occasionnées par le service civique. Rencontrer d'autres personnes, aux profils et aux idées différents, c'est aussi s'ouvrir à l'altérité et à la compréhension du monde.

